

Varsovie
Envoyé spécial

Fini l'euphorie dans laquelle baignait la Pologne voici à peine trois ans, lorsque certaines estimations – américaines – sur les ressources potentielles du pays en gaz de schiste avaient laissé entrevoir des perspectives flamboyantes. Après les groupes nord-américains Marathon Oil, Talisman Energy et Exxon Mobil, c'est aujourd'hui au tour de l'italien ENI de s'approprier à renoncer à explorer les gisements qui lui avaient été attribués. L'entreprise, qui détient trois concessions, dont une vient d'expirer et deux autres le seront prochainement, ne devrait pas demander aux autorités polonaises leur renouvellement.

« Nous avons été informés par ENI qu'ils n'allaient plus participer au programme de dialogue avec les habitants, car le groupe a décidé de ne pas prolonger sa concession de Mlynary [nord] », expirée le 5 janvier, a indiqué, mardi 14 janvier à l'AFP, Anna Miazga, responsable d'un programme gouvernemental visant à apaiser les tensions entre partisans et opposants de l'exploitation du gaz de schiste. ENI n'a officiellement fait aucun commentaire.

Pourtant, à Varsovie, le compte à rebours reste engagé pour une éventuelle révolution énergétique. Dans quelques semaines, le gouvernement aura déposé un code minier antédiluvien. Les règles du jeu seront clarifiées pour les investisseurs étrangers dont le pays a besoin pour réussir un pari encore incertain.

La difficulté ne vient pas, pour l'instant, d'opinions publiques inquiètes d'éventuelles conséquences pour l'environnement, comme ailleurs en Europe. Les obstacles sont géologiques et juridiques.

En 2011, l'agence américaine d'information sur l'énergie avait attribué généreusement à la Pologne 5 000 milliards de mètres cubes (m³) de réserves, suscitant l'enthousiasme. « Pour trouver un phénomène comparable en Europe à celui créé alors par cette annonce, il faut remonter à la découverte des gisements de la mer du Nord », rappelle Pawel Poprawa, expert de l'Institut d'études sur l'énergie de Varsovie, un organisme privé.

Mais ce chiffre a été brutalement divisé par cinq un an plus tard par l'Institut polonais de géologie. Les écarts entre ces estimations rendent donc indispensable une exploration systématique de la bande de terre privilégiée qui prend en écharpe le pays, de la Baltique à l'Ukraine, le long d'un axe nord-ouest sud-est.

Or le sous-sol polonais, plus coriace que les grands champs américains, a découragé les grandes compagnies qui s'y étaient précipitées, à commencer par Exxon, dont le départ en juin 2012 a alimenté la déception. La compagnie pétrolière polonaise Orlen use d'une unité de mesure particulière lorsqu'elle veut faire la pédagogie du gaz de schiste. Pour donner une idée de la profondeur à laquelle se trouve cette source d'énergie, elle compte en « Palais de la culture et de la science », bâtiment aussi austère que stalinien installé au cœur de Varsovie et qui culmine à plus de 230 mètres. Il faut ainsi l'équivalent de 17 Palais empilés les uns sur les autres pour atteindre en sous-sol la roche qui retient le gaz prisonnier.

Wieslaw Prugar, le président d'Orlen Upstream (raffinage, pétrochimie), tout comme Konrad Borowski, de PGNiG, le puissant groupe énergétique contrôlé par l'Etat, considèrent que, s'il est encore trop tôt pour savoir si l'exploitation sera rentable, le gaz est là, et qu'il faut développer de nouvelles techniques pour s'adapter au terrain. Certains experts déplorent un excès de pessimisme succédant à un excès inverse. Le départ de groupes étrangers, obligés d'arbitrer entre de multiples possibilités d'investissements, n'interdit pas leur retour si des progrès sont constatés.

Mais les compagnies étrangères restent indispensables pour mener à bien une campagne d'exploration qui suit actuellement un rythme beaucoup trop lent pour pouvoir produire une évaluation crédible des réserves de la Pologne en matière de gaz non conventionnel.

« Jusqu'à présent, la déception, pour nous, tient surtout au très faible nombre de puits creusés, assure Malgorzata Szymanska, directrice du département pétrole et gaz du ministère de l'économie. Cinquante puits, cela n'est pas assez. Il en faudrait au moins deux cents pour avoir une idée. »

A raison de 50 millions de dollars (36,7 millions d'euros) par forage, selon



Site de forage de la compagnie polonaise Exalo, à Lubocino, en octobre 2013.
B. SADOWSKI/ BLOOMBERG VIA GETTY IMAGES

Gaz de schiste : le dégrisement polonais

L'évaluation des réserves s'avère lente, coûteuse et difficile. Des industriels quittent le pays

IL FAUT UN FORAGE ÉQUIVALANT À 17 PALAIS DE LA CULTURE DE VARSOVIE POUR ATTEINDRE LA ROCHE QUI RETIENT LE GAZ

l'expert Andrzej Sikora, également membre de l'Institut d'études sur l'énergie de Varsovie, c'est une somme considérable qui doit être mobilisée pour pouvoir trancher la question cruciale des réserves, alors que le rythme des forages a été divisé par deux en 2013 (à 12) par rapport à 2012.

Le professeur Jerzy Nawrocki, directeur de l'Institut géologique polonais, ne cache pas son pessimisme à la lumière des résultats enregistrés jusqu'à présent. « Tout le monde s'est emballé et il est désormais difficile de faire machine arrière, à commencer par le gouvernement. »

Les autorités polonaises ont-elles été enivrées par la perspective de revenus encore inimaginables en 2009, date de la parution d'un plan énergétique pour le pays qui ne mentionnait nulle part le gaz de schiste ? Le fait est qu'il n'est pas besoin de pousser le ministère de l'économie dans ses retranchements pour qu'il décline avec entrain l'affectation de revenus encore très hypothétiques – des collectivités locales à l'éducation en passant, modèle norvégien oblige, par l'alimentation d'un fonds pour garantir les retraites.

La réforme du code minier lèvera une partie des difficultés, veut croire Marcin Korolec, ancien ministre de l'environnement, le secteur ministériel qui décide de l'attribution des permis. « Nous nous sommes inspirés des exemples norvégien et



néerlandais pour bâtir un cadre propre à ménager les intérêts de l'Etat, propriétaire du sous-sol et de ses ressources, et ceux des entreprises », raconte-t-il.

« Tout est allé trop vite et, maintenant, la situation est compliquée, déplore Tomasz Chmal, spécialiste de l'énergie auprès de l'Institut Sobieskiego, proche de l'opposition. Les grandes compagnies qui disposent de capitaux sont parties et les plus petites qui restent peuvent être vite fragilisées par des forages infructueux, surtout celles qui sont cotées en Bourse. »

M. Chmal convient que les obstacles géologiques ont leur part dans le désenchantement actuel, mais il estime que les autorités ont fait preuve de maladresse en se précipitant pour créer un régulateur éta-

tique et en laissant se développer les rumeurs sur leur volonté de ponctionner les industriels. Ce que dément M. Korolec.

« Il faut des certitudes. Il faut d'abord avoir une production, et après on y verra plus clair sur sa rentabilité et sur les revenus que cela pourra éventuellement rapporter à l'Etat », affirme M. Chmal. « Il faut accélérer pour accéder aux économies d'échelle, renchérit Adam Czyzewski, chef économiste d'Orlen, sinon ce gaz ne sera jamais rentable. »

Même si le rêve d'un eldorado non conventionnel s'est dissipé, l'ajout d'une nouvelle source d'énergie serait le bienvenu pour le mix énergétique polonais. Ce dernier repose majoritairement sur le charbon (plus de 80% de l'électricité consommée dans le pays est produite dans des centrales thermiques polluantes) et sur le gaz importé à grands frais de Russie, une donnée géopolitique qui complique encore l'équation polonaise.

Le temps que les nouvelles règles soient intégrées par les principaux acteurs, l'échéance la plus régulièrement affichée en Pologne est désormais 2015, et non 2014, pourtant annoncée par le gouvernement comme l'année du passage à une production industrielle. Il faudra donc encore attendre avant de savoir si le gaz de schiste polonais deviendra une fois pour toutes une chimère ou une réalité. ■

GILLES PARIS

Varsovie en quête d'indépendance énergétique

QU'ON SE LE DISE, l'attachement des autorités polonaises à l'alternative énergétique que pourrait constituer le gaz de schiste n'exprime en rien une défiance à l'égard du fournisseur russe Gazprom. « Cela n'a rien d'anti-russe », insiste Katarzyna Kacperczyk, sous-secrétaire d'Etat au ministère polonais des affaires étrangères.

« Mais tout ce qui pourra être produit chez nous sera toujours bon à prendre », ajoute-t-elle, pointant aussi la perte de compétitivité – liée à la facture énergétique – des pays européens par rapport aux Etats-Unis, qui accentue la nécessité de recourir aux hydrocarbures non conventionnels.

En dehors du ministère, on se montre moins diplomate. « Le gaz de schiste augmenterait les marges de manœuvre » polonaises, assu-

rent les spécialistes de l'énergie. Sur tout dans la perspective de la renégociation prévue en 2022 avec Gazprom, qui s'accroche à des contrats à long terme jugés désavantageux par ses clients. La Pologne a, en effet, des griefs à faire valoir puisqu'elle compte parmi les pays auxquels la compagnie russe fait payer son gaz au prix le plus fort.

Le géant gazier a beau être discret sur ses tarifs, ceux de l'Ukraine et de la Pologne sont notoirement supérieurs aux prix en vigueur en Allemagne ou au Royaume-Uni. Le distributeur national polonais PGNiG avait d'ailleurs saisi le tribunal arbitral de Stockholm, en février 2012, pour obtenir, en novembre de la même année, un rabais substantiel.

Tout est désormais mis en œuvre pour éviter un tête-à-tête avec Gazprom, compliqué par la relation sou-

vent douloureuse entre Varsovie et Moscou. L'une des réponses se traduira dans les faits en 2015 avec l'ouverture du terminal de gaz naturel liquéfié de Swinoujscie, sur la Baltique.

Client du Qatar

« Ce terminal aura, dans un premier temps, une capacité d'importation totale de 5 milliards de mètres cubes [m³] par an », précise Bartosz Fijalkowski, responsable de la stratégie de la société Polskie LNG, détenue par l'opérateur national du réseau gazier GAZ-System.

Cette capacité pourra, dans un second temps, être portée à 7,5 milliards de m³, soit la moitié de la demande polonaise. La Pologne consomme environ 14 milliards de m³ de gaz par an. Elle en produit 4 milliards et doit importer le reste,

principalement de Russie.

L'importation de gaz du Qatar (à un prix qui a suscité les critiques de la cour des comptes polonaise) n'est pas la seule parade envisagée. L'interconnexion des réseaux de gazoducs européens pourrait aussi permettre, à terme, d'importer du gaz venant d'Azerbaïdjan.

Cela se ferait via le Trans-Adriatic Pipeline, qui a mis un terme à Nabucco, le projet européen alternatif aux réseaux russes contournant l'Europe centrale par le nord et le sud (North Stream et South Stream).

Cette interconnexion n'a rien d'une utopie. La Pologne importe déjà, en quantité réduite, du gaz en provenance d'Allemagne, à un prix plus intéressant que celui pratiqué par Gazprom. ■

G. PA.